

**N° DP 23/857**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **PAM DE SAINT-MANDRIER CONVENTION DE MISE A DISPOSITION A L'ENTREPRISE TRANSMETAL INDUSTRIE DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION B2560 D'UNE SUPERFICIE DE 545 M<sup>2</sup>**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CG3P),

**VU** le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** les statuts de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la Convention d'Occupation Temporaire (COT) du domaine public militaire « Ex Base d'Aéronautique Navale de Saint-Mandrier – Création d'un pôle technologique par Toulon Provence Méditerranée » non constitutive de droits réels signée le 15 septembre 2006 entre l'Etat (Ministère de la Défense), la Préfecture du Var et la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** l'Autorisation d'Occupation Temporaire (AOT) du domaine public militaire constitutive de droits réels « Ex Base d'aéronautique Navale de Saint-Mandrier – Création d'une technopôle par Toulon Provence Méditerranée – LOT 3 », signée le 25 janvier 2007 entre l'Etat (Ministère de la Défense) et la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** la convention de sous-occupation du lot 3B du PAM signée avec l'entreprise TRANSMETAL INDUSTRIE (TMI) le 3 février 2015 pour une durée de 25 ans,

**VU** l'avis favorable du MINARM à la délivrance d'une convention de mise à disposition à l'entreprise TMI de la parcelle cadastrée section B2560 de 545 m<sup>2</sup> dans les conditions de la COT du 15 septembre 2006, sans sous-location,

**VU** le projet de convention de mise à disposition de la parcelle cadastrée section B2560 sur la commune de Saint-Mandrier,

**CONSIDERANT** que l'entreprise TMI est bénéficiaire du lot 3B sur le PAM de Saint-Mandrier, constitué d'un hangar et d'un terre-plein associé de 3 697 m<sup>2</sup>, pour une durée de 25 ans à compter du 3 février 2015,

**CONSIDERANT** que pour les besoins de son activité de construction de navettes maritimes de transport de passagers, l'entreprise souhaite disposer d'une parcelle nue de 545 m<sup>2</sup> attenante au terre-plein du lot 3B,

**CONSIDERANT** que les services de la Défense, qui ont été sollicités en date du 23 mai 2023, ne souhaitent pas modifier l'acte domanial « lot n° 3 » afin d'y intégrer cette parcelle de 545 m<sup>2</sup>, mais autorisent une mise à disposition de l'espace à l'entreprise TMI, sans sous-location, comme le permettent les dispositions de la COT du 15 septembre 2006,

**CONSIDERANT** que la Métropole TPM consent à mettre à disposition de l'entreprise TMI, pour les besoins de son activité, la parcelle cadastrale section B2560 de 545 m<sup>2</sup>, à titre gratuit, pour une durée de 10 ans renouvelable, étant précisé que cette parcelle ne peut être mise à disposition d'aucun autre occupant du site compte-tenu de son accès qui ne peut se faire que par le terre-plein du lot 3B dont TMI est le bénéficiaire jusqu'au 2 février 2040,

**CONSIDERANT** qu'il convient de signer avec l'entreprise TMI une convention de mise à disposition de cette parcelle, non constitutive de droits réels, à titre gratuit, pour une durée de 10 ans, renouvelable, sans toutefois que la durée et le terme de cette mise à disposition ne puisse excéder la durée et le terme de la convention de sous-occupation du lot 3B du PAM, soit le 2 février 2040,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'APPROUVER** les termes de la convention de mise à disposition de la parcelle cadastrée section B2560, sise sur le PAM de Saint-Mandrier, ci-annexée.

## **ARTICLE 2**

**DE SIGNER** cette convention avec la société TRANSMETAL INDUSTRIE (TMI).

## **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que cette décision est sans incidence financière.

La présente Décision sera

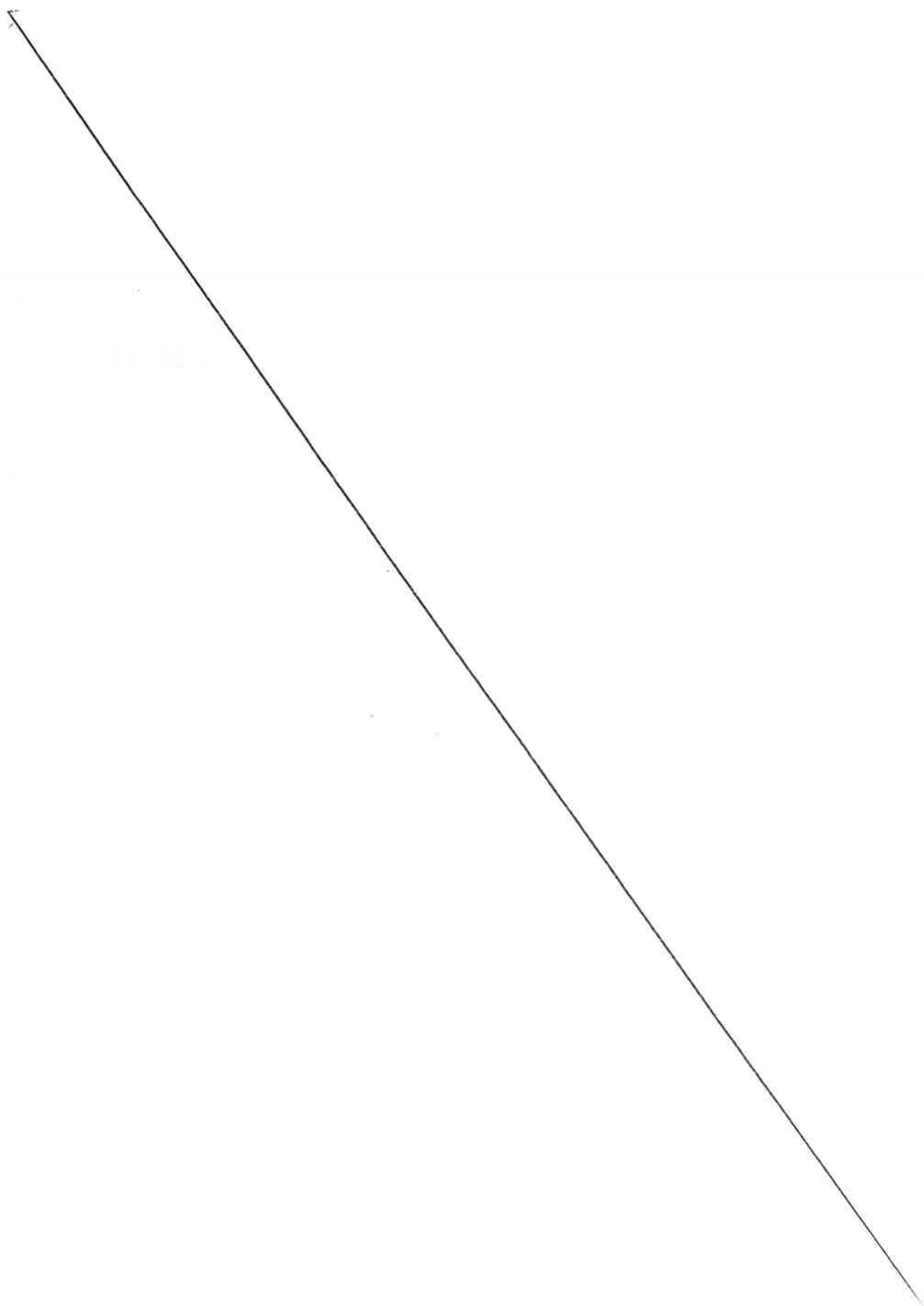
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le 12 SEP. 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée





**PARC D'ACTIVITES MARINES DE SAINT MANDRIER**

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LA PARCELLE CADASTREE  
SECTION B2560 D'UNE SUPERFICIE DE 545 M<sup>2</sup>**

**Entre les soussignés :**

**La Métropole Toulon-Provence-Méditerranée**

dont le siège est situé 107, avenue Henri Fabre, CS 30536, 83 041 Toulon Cedex 9  
Immatriculée sous le numéro de SIRET 248 300 543.

Dûment représentée aux fins des présentes par Monsieur Jean-Pierre GIRAN,  
agissant en qualité de Président de la Métropole, autorisé en application de la DP n°  
du

**Ci-après dénommée "la Métropole",  
D'une part,**

**Et :**

**La société TRANSMETAL INDUSTRIE (TMI)**

S.A.S. au Capital Social de 38 112,25 €,

Inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro RCS Toulon B  
428 894 547, dont le siège social est situé Parc d'Activités Marines, Quai Jean Jaurès,  
83430 SAINT- MANDRIER-SUR-MER

Dûment représentée aux fins des présentes par Madame Madeleine JAUFFRET,  
En sa qualité de Présidente, habilité à l'effet des présentes.

**Ci-après dénommé "le bénéficiaire",  
D'autre part.**

**Préalablement, il est exposé ce qui suit :**

L'entreprise TMI est implantée sur le Parc d'Activités Marines depuis fin 2007. Elle dispose d'un bail à loyers 3/6/9 ans, renouvelable, pour les locaux qu'elle occupe au sein de l'Hôtel d'Entreprises Sainte-Sophie, et d'une convention de sous-occupation du Domaine Public Militaire non constitutive de droits réels, issue de l'AOT du lot 3, pour le lot 3B constitué d'un hangar et d'un terre-plein associé de 3 697 m<sup>2</sup>. Pour les besoins de son activité de construction de navettes maritimes de transport de passagers, l'entreprise souhaite disposer d'une parcelle nue de 545 m<sup>2</sup> attenante au terre-plein du lot 3B. Cet espace, issu de la parcelle cadastrale section B2560 (ancienne parcelle B2542), est inclus dans la Convention d'Occupation Temporaire (COT) du 15 septembre 2006.

Les services de la Défense, qui ont été sollicités en date du 23 mai 2023, ne souhaitent pas modifier l'acte domanial « lot n° 3 » afin d'y intégrer cette parcelle de 545 m<sup>2</sup>, mais autorisent une mise à disposition de l'espace à l'entreprise TMI, sans sous-location, comme le permettent les dispositions de la COT du 15 septembre 2006 (annexe 1).

La Métropole consent à mettre à disposition de l'entreprise TMI, pour les besoins de son activité, la parcelle cadastrale section B2560 de 545 m<sup>2</sup>, à titre gratuit, pour une durée de 10 ans renouvelable, étant précisé que cette parcelle ne peut être mise à disposition d'aucun autre occupant du site compte-tenu de son accès qui ne peut se faire que par le terre-plein du lot 3B dont TMI est le bénéficiaire jusqu'au 2 février 2040.

Les parties conviennent expressément que l'occupation devra se faire dans le respect total de la réglementation générale liée au site, laquelle comprend notamment le règlement intérieur du « Parc d'Activités Marines » (annexe 2) de Saint-Mandrier de même que les réglementations, décisions et/ou prescriptions imposées par l'Etat.

**Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :**

## **Article 1 - Objet de la convention**

La convention a pour objet de confier à l'entreprise TMI le droit d'occuper la parcelle cadastrée section B n° 2560 d'une surface de 545 m<sup>2</sup>, issue de l'ancienne parcelle cadastrée section B 2542 sur la Commune de Saint-Mandrier-sur-Mer, qui figure sur le plan ci annexé (Annexe 3).

## **Article 2 - Affectation des lieux**

La parcelle concernée, objet de la présente convention, est exclusivement affectée à l'usage de terre-plein pour les besoins de l'activité de construction de navettes marines de transport de passagers. Tout changement d'affectation ou toute utilisation différente est strictement interdite.

## **Article 3 – Durée**

La mise à disposition est consentie pour une durée de **dix ans** à compter de la signature de la présente convention.

Elle ne pourra être renouvelée que par décision expresse de TPM sans toutefois que sa durée et son terme ne puisse excéder la durée et le terme de la convention de sous-occupation du lot 3B du PAM, soit le 2 février 2040.

La demande de renouvellement de la mise à disposition devra être présentée par le bénéficiaire trois mois avant l'expiration de la période en cours.

## **Article 4 – Caractéristique de la mise à disposition**

La présente mise à disposition ne peut en aucun cas être considérée comme convention ouvrant droit à la propriété commerciale.

Le présent titre d'occupation ne confère pas à son titulaire de droits réels prévus par le code de la propriété des personnes publiques et par la jurisprudence.

La présente convention est conclue intuitu personae. Le bénéficiaire ne pourra en céder les droits en résultant à qui que ce soit, ni laisser la disposition des lieux à des personnes étrangères à la présente convention.

Le bénéficiaire est tenu d'occuper lui-même et d'utiliser directement et en son nom et sans discontinuité le bien mis à sa disposition.

Toute sous-location et toute cession de la présente mise à disposition sont strictement interdites.

## **Article 5 - Remise des lieux**

Le bénéficiaire prendra les lieux dans l'état où ils se trouvent. Il déclare en outre bien les connaître pour les avoir visités préalablement à la signature des présentes.

Un état des lieux sera dressé contradictoirement par les parties lors de la mise à disposition du bien (état des lieux d'entrée – annexe 4) et lors de sa restitution (état des lieux de sortie).

## **Article 6 - Conditions d'occupation et responsabilité du bénéficiaire**

Le bénéficiaire occupera les locaux paisiblement pour tout ce qui concerne la bonne marche de ses activités.

Le bénéficiaire fera son affaire personnelle de tous risques et litiges de quelque nature que ce soit, provenant de l'utilisation du domaine mis à sa disposition. Il sera tenu pour seul responsable aussi bien envers la Métropole TPM qu'à l'égard des tiers, de tous désordres qui pourraient survenir de la part de ses employés ou des personnes fréquentant les lieux (accidents, incidents, dégâts ou dommages). Il ne pourra en aucun cas rechercher la responsabilité de la Métropole TPM en matière de manquement aux règles de sécurité.

Le bénéficiaire s'engage à entretenir et conserver de manière raisonnable le bien mis à sa disposition, à en assurer le gardiennage et maintenir les lieux en bon état de propreté.

Le bénéficiaire ne pourra procéder à aucune modification ou transformation des lieux sans un accord express écrit et préalable de la Métropole TPM. Il s'engage à respecter les différents règlements d'urbanisme et autres textes réglementaires (Loi littoral.....).

Si des travaux ou modifications étaient réalisés sans l'accord de la Métropole TPM, celle-ci serait en droit d'exiger la remise en l'état antérieur aux frais du bénéficiaire.

A l'expiration ou si la résiliation est prononcée, les lieux devront être remis à la Métropole TPM en bon état de conservation et d'entretien. Cette remise sera constatée par procès-verbal établi contradictoirement.

Par ailleurs, s'agissant d'une occupation du domaine public, le bénéficiaire reconnaît avoir été informé du caractère précaire et révocable de celle-ci.

## **Article 7 – Obligation d'assurances**

Le bénéficiaire s'engage à contracter toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir contre les risques de vol, incendie, explosion, dégât des eaux, son mobilier, son personnel, son matériel.

Il contractera également une police d'assurance concernant sa responsabilité civile.

Le bénéficiaire s'engage à communiquer à la Métropole TPM les attestations d'assurance correspondantes dans les 30 jours qui suivent la prise de possession des lieux.

Le bénéficiaire devra en outre communiquer, à tout moment, sur simple demande de la Métropole TPM, les polices et attestations d'assurances justifiant du paiement des primes afférentes.

L'absence de production de ces documents entraînera la résiliation de la présente convention dans les conditions de l'article 13.3.1.

Les polices d'assurance doivent obligatoirement stipuler :

- que le titulaire renonce et fait renoncer ses assureurs à tous recours contre la Métropole TPM, ses assureurs et l'Etat et qu'elles les garantissent contre toute



action de quelque nature que ce soit qui serait engagée contre ces derniers dans les conditions ci-dessus ;

- que les assureurs ont pris connaissance de la présente convention ;
- que les assureurs doivent aviser la Métropole TPM de toutes suspensions, limitations, réductions ou résiliations de garanties et ne peuvent se prévaloir de la déchéance des titulaires que 30 jours francs après qu'elle a été notifiée à la Métropole TPM par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **Article 8 - Redevance**

Les biens sont mis gratuitement à la disposition du bénéficiaire conformément aux dispositions de la COT du 15 septembre 2006.

## **Article 9 - Impôts taxes, déclarations**

Le bénéficiaire devra supporter seul la charge de tous les impôts, et notamment les taxes foncières auxquelles sont actuellement ou pourraient éventuellement être assujettis les terrains qui seraient exploités en vertu de la présente mise à disposition. Le bénéficiaire ne pourra se prévaloir de la présente mise à disposition pour échapper à la réglementation générale ou particulière en matière d'urbanisme ou de respect de l'environnement.

## **Article 10 - Modifications de la convention**

### **10.1. Modifications imposées par l'Etat**

Conformément à l'article 9.1 de la convention principale annexée signée le 15 septembre 2006 entre l'Etat et la Métropole TPM, l'Etat est habilité à modifier unilatéralement, pour des raisons qu'il justifie, les conditions de l'exercice du droit d'usage ou de jouissance de la Métropole TPM.

Les modifications ainsi apportées par l'Etat à la convention principale peuvent, par voie de conséquence, avoir pour effet de modifier les conditions présentement arrêtées entre les parties. Dans un tel cas, à défaut pour les parties d'avoir, dans un délai de 2 mois à compter de la modification de la convention principale, accepté les termes d'un avenant ayant pour objet d'intégrer les modifications imposées par l'Etat, celles-ci seront applicables de plein droit.

La responsabilité de la Métropole TPM ne pourra être engagée du fait des modifications imposées par l'Etat.

### **10.2. Modifications à l'initiative des parties :**

#### ***10.2.1. Modifications à l'initiative de la Métropole TPM***

La Métropole TPM pourra modifier unilatéralement, pour des motifs d'intérêt général, la présente convention, sans aucun versement de quelconque indemnité.

Elle pourra également proposer toute modification qu'il lui semble utile à la bonne exécution de la convention. Ce type de modification fera l'objet d'un avenant.

### *10.2.2 Modifications à l'initiative du bénéficiaire*

Le bénéficiaire peut demander à la Métropole TPM la modification de certaines conditions de son occupation. Ces modifications feront l'objet d'un avenant.

## **Article 11 - Fin de la convention**

### **11.1. Arrivée du terme**

A l'expiration de la durée prévue et à défaut de renouvellement de la présente autorisation, le bénéficiaire perd le droit d'occuper le domaine mis à sa disposition et doit procéder à sa libération.

### **11.2. Reprise par l'Etat du domaine mis à disposition de la Métropole TPM**

Conformément à l'article 10.1 de la convention principale annexée, l'Etat peut décider, pour un motif d'intérêt général et en l'absence de toute faute, de reprendre tout ou partie du domaine mis à disposition de la Métropole TPM.

Cette décision, si elle concerne en totalité la parcelle mise à disposition ou si elle rend impossible la poursuite de l'activité dans les lieux, entraînera de plein droit la fin de la présente convention. A défaut, elle doit être considérée comme une modification imposée par l'Etat emportant application des dispositions de l'article 10.2.1 ci-dessus.

La responsabilité de la Métropole TPM ne pourra être engagée du fait de la décision de l'Etat de reprendre le domaine mis à sa disposition.

### **11.3 Résiliation**

#### *11.3.1. Résiliation unilatérale à titre de sanction*

Six mois après l'envoi d'une mise en demeure restée infructueuse, la Métropole TPM peut prononcer la résiliation unilatérale de la convention dans les cas suivants :

- non-respect des obligations ou des dispositions techniques de la présente convention,
- non utilisation ou utilisation différente de celle prévue à la présente convention du domaine public mis à disposition.

Lorsque la résiliation est prononcée à titre de sanction, le bénéficiaire ne peut prétendre à aucune indemnité, quelle qu'elle soit, notamment pour investissements, mobiliers ou immobiliers, ou dépenses engagées dans l'intérêt du domaine.

Cette disposition ne dispense pas le bénéficiaire de l'obligation de remise en état et ne fait pas obstacle à la possibilité de rechercher sa responsabilité contractuelle et obtenir la réparation du préjudice subi par la Métropole TPM.

#### *11.3.2. Résiliation à l'initiative du bénéficiaire*

Dans le cas où il aurait décidé de cesser définitivement l'exploitation du site, avant l'expiration de la présente convention, le bénéficiaire pourra résilier celle-ci, en notifiant, moyennant un préavis de six mois, sa décision par lettre recommandée adressée à l'autorité ayant délivré le titre.

La résiliation ne donne droit au paiement d'aucune indemnité.

### *11.3.3. Sort des impôts et taxes*

Les sommes versées au titre des impôts et taxes de l'année en cours restent acquises à la Métropole TPM et au Trésor public, quelle que soit la cause de la résiliation.

### 11.4. Dispositions communes à l'arrivée du terme et aux différents cas de résiliation

A l'expiration de la présente autorisation, le bénéficiaire est tenu de remettre les lieux libres de tout dépôt en enlevant, sans indemnité, les ouvrages, constructions et installations édifiés sur le domaine public.

A défaut, la Métropole TPM peut procéder d'office et aux frais du bénéficiaire aux opérations de remise en état.

## **Article 12 - Dispositions diverses**

### 12.1. Litiges

A défaut de règlement amiable intervenu dans les soixante jours à compter de la notification du litige par l'une ou l'autre des parties par courrier simple, le juge administratif est saisi.

### 12.2. Réglementation applicable

Le bénéficiaire est soumis aux droits et obligations résultant du droit de la domanialité publique.

Les dispositions législatives et réglementaires relatives à la propriété commerciale, au fonds de commerce et au bail commercial ne pourront ainsi être invoquées pour fonder notamment un droit au maintien dans les lieux.

### 12.3. Déclaration

Le bénéficiaire déclare avoir, préalablement à la signature des présentes, pris connaissance des termes de la convention principale de concession passée entre l'Etat et TPM (annexe 2)

Il reconnaît donc que le domaine concédé à la Métropole TPM mis à sa disposition est soumis à des contraintes spécifiques liées à son affectation à la défense nationale et en accepte le principe et les éventuelles conséquences.

## **Article 13 - Annexes**

A la présente convention sont annexés les documents suivants :

- COT du 15/09/2005 (annexe 1)
- règlement intérieur du Parc d'Activités Marines (annexe 2)
- plan de l'emprise faisant l'objet de la présente convention (annexe 3)

Sera annexé à la date son établissement :

- le procès-verbal d'état des lieux d'entrée (annexe 4)

Les annexes font partie intégrante de la présente convention.

Le présent acte est établi en deux exemplaires dont un exemplaire original remis au bénéficiaire.

Toutes les stipulations du présent acte ont été convenues et arrêtées par les parties contractantes qui affirment en avoir eu la lecture.

Fait à Toulon, le

**Pour l'entreprise TRANSMETAL INDUSTRIE**

**La Présidente**

**Madeleine JAUFFRET**

**Pour la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée**

**Le Président**

**Jean-Pierre GIRAN**



**MINISTÈRE  
DES ARMÉES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**État-major des Armées  
Centre interarmées de coordination du soutien  
Base de défense de Toulon**

Toulon, le *01 août 2023*  
N° *50288*/CICOS/BdD\_TOULON/INFRA/DOM1/NP

*Monsieur le Président*

Par correspondance en date du 23 mai courant, vous avez sollicité la possibilité de modifier l'acte domanial lot n°3 ainsi que la COT portant sur le parc d'activités marines à Saint-Mandrier aux fins d'intégrer une parcelle occupée de fait par la société TRANSMETAL INDUSTRIES (TMI).

Après étude de votre demande, afin d'éviter des procédures administratives me paraissant inutiles, je vous propose de procéder de la manière suivante : aucune modification d'acte ne sera initiée, tant l'AOT droit réel lot n°3 que la COT. En effet, la COT permet à la Métropole d'installer une société en lien avec les activités autorisées sur le PAM, cela sans sous-location.

Aussi, et conformément à l'article 5.3 de la COT, je donne mon accord pour l'occupation par la société TMI de 678 m² de foncier inclus dans la COT, cela sans sous-location de la part de MTPM. Cette solution a été approuvée informellement par vos services.

Enfin, je vous confirme l'intérêt du MINARM de reprendre à sa main, outre la chapelle, le chenil, le cinéma, et l'ancien foyer de la Caraque, ainsi que ses abords.

*Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance  
de ma considération distinguée.*

Le contre-amiral Marcellin Charpy,  
commandant la base de défense de Toulon,

**DESTINATAIRE**

- Monsieur Jean-Pierre Giran  
Président de la Métropole Toulon  
Provence Méditerranée  
Hôtel de la Métropole  
107 boulevard Henri Fabre  
CS 30536  
83041 Toulon Cedex 9

## LISTE DE DIFFUSION

### COPIES

- ESID TLN  
PEM
- BdD TLN (COMBdD TLN – INFRA/DOM1)
- archives.

# REPUBLIQUE FRANCAISE

## CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC MILITAIRE

**EX-BASE AERONAVALE DE SAINT-MANDRIER (Var)**  
**Création d'un pôle technologique par Toulon Provence Méditerranée**  
**830 153 555 X**

L'an deux mille six

Et le quinze septembre

**L'Etat** (ministère de la défense) représenté par monsieur Jean Pierre Cordier, directeur des travaux maritimes de la région Méditerranée,

ci-après dénommé « l'Etat/Défense (Marine) »,

**d'une part,**

**et**

**La communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée (TPM)**, représenté par monsieur Hubert Falco, ancien ministre, sénateur-maire de la ville de Toulon, en sa qualité de président de la communauté d'agglomération TPM,

ci-après dénommé « le bénéficiaire »,

**d'autre part,**

### EXPOSE

Une restructuration d'une partie de l'ex-base aéronavale de Saint-Mandrier a été définie par la Défense et la communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée dans un protocole signé le 14 mars 2005.

Le projet de la communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée sur ce site consiste en la création d'un pôle technologique orienté notamment vers les technologies marines et sous-marines, les biotechnologies, la construction de grande plaisance et activités annexes. Pour permettre la réalisation de ce projet, l'Etat/Défense (Marine) a donné son accord pour céder la partie sud du périmètre disponible de l'ex-base aéronavale et mettre à sa disposition la partie nord.

La présente convention fixe ci-après les conditions générales d'occupation du site, ainsi que leurs possibilités d'évolution, dans le cadre de la reconversion du site de l'ex-base aéronavale de Saint-Mandrier. Elle est prise en application du protocole du 14 mars 2005 précité.

\*

\*

\*

VU, le code du domaine de l'Etat ;

VU, le code général des propriétés des personnes publiques ;

VU, l'ordonnance royale du 14 juin 1844 sur le service administratif de la marine nationale ;

VU, le code de la défense ;

VU, le décret n° 76-225 du 4 mars 1976 modifié par le décret n°2003-451 du 12 mai 2003 fixant les attributions respectives du ministre de l'intérieur et du ministre de la défense en matière de recherche, de neutralisation, d'enlèvement et de destruction des munitions et des explosifs ;

VU, le décret du 25 mars 1993 modifié portant délégation de pouvoirs du ministre chargé des armées et délégation de signature en matière d'opérations domaniales ;

VU, le protocole du 14 mars 2005 entre le ministère de la Défense et la communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée relatif à la restructuration d'une partie de l'ancienne base aéronavale de Saint-Mandrier ;

VU, le rapport d'évaluation en valeur locative de la direction des services fiscaux en date du 15 novembre 2005, sur les conditions financières de la présente occupation ;

VU, l'attestation relative au déminage des terrains militaires en date du 10 décembre 2002 ;

VU, les mémoires relatifs à la cessation d'activité des installations classées transmis par lettre n°172/AEROHYERES/IHE/NP du 30 mai 2006 ;

VU, l'état des lieux établi contradictoirement ;

VU, l'agrément du ministre de la défense n°021541 SGA/DMPA/SDP/BPIAT.39 en date du 23 juin 2006 ;

VU, la décision du bureau communautaire de la communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée n°DC/06/450 en date du 12 juin 2006.

### **Article 1 – Objet**

La présente convention d'occupation du domaine public de défense est consentie au bénéficiaire pour l'installation d'une technopole orientée notamment vers les technologies marine et sous-marine, les biotechnologies, la construction de grande plaisance et ses activités annexes.

### **Article 2 - Consistance du domaine public mis à disposition**

Le bénéficiaire est autorisé à occuper, dans les conditions de la présente convention, l'emprise délimitée au plan ci-joint et cadastrée section B5 n° 396 (partie) pour une surface de 110 000 m<sup>2</sup> environ.

L'autorisation d'occuper la partie du plan d'eau militaire située à l'ouest de la jetée de la Carraque et indiquée sur le plan ci-joint (annexe 7) sera réglementée par arrêté du commandant de la zone, de la région et de l'arrondissement maritimes Méditerranée, préfet maritime de la Méditerranée.

Cette mise à disposition ne concerne pas la darse et ses abords immédiats, dont le devenir est déterminé par l'article 3 du protocole signé le 14 mars 2005.

La surface de l'emprise ainsi mise à disposition pourra être modifiée, par avenant, dans les cas prévus par l'article 5 de la présente convention.

Cette parcelle est propriété de l'Etat pour avoir été acquises par jugements d'expropriation en date des 31 août 1926 et 25 mai 1933. Une partie des terrains a été gagnée sur la mer par enrochements successifs.

Cette parcelle est immatriculée au tableau général des propriétés de l'Etat sous le numéro 830/0860 et au fichier des armées sous le numéro 830 153 555 X.





### **Article 3 – Durée**

La présente convention est conclue pour une durée de 30 ans renouvelable, à compter de sa signature.

### **Article 4 – Etat des lieux**

L'occupation ne sera effective que lorsque la sécurisation des terrains mis à disposition de TPM sera réalisée (installation de la clôture conformément aux normes communiquées par la Marine, tel qu'indiqué sur le plan et la fiche joints en annexes 3 et 4).

Un procès-verbal constatant l'état des lieux est dressé entre l'Etat/Défense et le bénéficiaire avant la mise à disposition du terrain (annexe 5). Le bénéficiaire n'est pas admis à formuler de réclamations concernant la consistance, l'état des installations et la disposition des lieux.

### **Article 5 : Occupation du domaine public**

La présente convention est une convention d'occupation temporaire non constitutive de droits réels. Le droit d'occuper le domaine public est accordé à titre strictement personnel au bénéficiaire qui s'interdit, sous peine d'encourir la résiliation de la présente convention, de céder ou tenter de céder par quelque moyen que ce soit, tout ou partie de ce droit.

Toutefois, en fonction des besoins d'aménagement ou d'exploitation du site et à la demande ou avec l'accord exprès de TPM, certaines parties de l'emprise mise à disposition pourront être distraites de la présente convention, dans les conditions prévues aux articles 5.1 à 5.3 ci-après :

- soit pour faire l'objet d'autorisations d'occupation du domaine public constitutives de droits réels au profit de TPM ou de tiers qui souhaiterait pouvoir réaliser, pour les besoins de leur activité, des ouvrages, constructions ou installations de caractère immobilier ;
- soit pour permettre l'établissement d'autorisations ou de conventions d'occupation du domaine public non constitutives de droits réels au profit de tiers qui demanderaient à utiliser le bâti ou le non bâti.

#### **5.1. Autorisation d'occupation constitutive de droits réels au profit de TPM**

Le bénéficiaire pourra, dans les conditions prévues par le code du domaine de l'Etat (CDE), demander à devenir titulaire d'une autorisation d'occupation temporaire constitutive de droits réels sur les ouvrages, constructions et installations de caractère immobilier qu'il entend réaliser sur le site.

Il aura, dans ce cas pendant la durée de cette autorisation et dans les limites prévues par les articles L.34-1 et suivants du code du domaine de l'Etat (CDE), les prérogatives et obligations du propriétaire sur les ouvrages, constructions et installations dont l'édification aura été prévue dans le titre d'occupation.

Le bénéficiaire pourra, sous sa responsabilité, mettre à la disposition d'industriels ou d'entreprises les ouvrages, constructions et installations de caractère immobilier qu'il aura construits sur le site, dans le cadre de son autorisation constitutive de droits réels.

Du fait de la position géographique du site de l'ex-B.A.N. de Saint-Mandrier, le bénéficiaire est invité, pour des raisons de sécurité liées aux besoins de la défense nationale, à faire part aux services compétents du ministère de la défense de l'identité des industriels et des entreprises qu'il souhaite voir implanter sur le site. Le ministère de la défense disposera d'un délai de deux mois pour se prononcer sur cette implantation.

#### **5.2. Autorisation d'occupation constitutive de droits réels au profit de tiers**

Le bénéficiaire pourra demander aux services du ministère de la défense d'accorder aux industriels ou entreprises, qui présenteront un dossier en ce sens, des autorisations d'occupation temporaire constitutives de droits réels, prévues aux articles L.34-1 et suivants du CDE, sur les ouvrages, constructions et installations qu'ils construisent sur l'emprise telle que précisée à l'article 2 de la présente convention.

Cette autorisation imposera notamment à l'industriel l'obligation d'informer l'Etat de toutes les activités qu'il entend développer sur la zone mise à sa disposition et de transmettre tous les renseignements permettant de garantir la sécurité nautique du trafic civil et militaire dans la zone du chenal d'accès à la rade de Toulon, ainsi que dans le cadre des enquêtes que les inspecteurs des installations classées de la défense pourraient être amenés à effectuer sur ce site du fait de la proximité d'installations défense.

L'Etat pourra refuser de délivrer cette autorisation, notamment pour des raisons de sécurité.

### 5.3. Autorisation ou convention d'occupation non constitutive de droits réels au profit de tiers

TPM pourra également proposer à l'Etat de mettre fin à la présente autorisation sur une partie du site pour permettre la délivrance à un industriel, une entreprise ou une association d'un titre d'occupation non constitutif de droits réels sur des constructions, installations ou terrains domaniaux.

L'Etat pourra refuser de délivrer cette autorisation, notamment pour des raisons de sécurité.

## Article 6 : Obligations du bénéficiaire

### 6.1. Respect des prescriptions légales et réglementaires

Le bénéficiaire s'engage à respecter les prescriptions légales et réglementaires s'appliquant ou qui viendraient à s'appliquer sur les ouvrages, constructions et installations de l'emprise occupée. Ces ouvrages constructions et installations sont conformes à la destination de ladite emprise définie à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention.

Il est notamment précisé que l'emprise est concernée par une servitude de périmètre du monument historique inscrit (Chapelle Saint-Louis) par arrêté du 10 mai 1990.

Elle est aussi située dans le champ de vue du sémaphore de la Croix des Signaux (servitude non altius tollendi) et dans la zone de servitudes radioélectriques (perturbations) des stations de la Croix des Signaux et du Rascas.

En outre, une partie du front de mer fait face au plan d'eau militaire de la base navale de Toulon délimité par instruction mixte approuvée le 28 octobre 1991, ce qui suppose le respect de la réglementation particulière du plan d'eau militaire.

### 6.2. Maintien en état, réparation et renouvellement des ouvrages, constructions et installations

Le bénéficiaire est tenu d'exécuter toutes les réparations, quelle qu'en soit l'importance, et tous les travaux nécessaires pour garantir le bon état d'entretien et d'usage du site. Il fait son affaire personnelle de l'obtention de toutes les autorisations préalables auprès des autorités compétentes pour la réalisation des travaux et la construction des ouvrages concernés, et notamment des permis de construire.

Il soumet à l'Etat/Défense (Marine) tout projet de modification d'installation dès lors que des travaux de terrassement sont nécessaires, afin de vérifier qu'aucune présomption de pollution pyrotechnique ne fait obstacle à ce projet, dans les conditions prévues par le décret n°76-225 du 4 mars 1976 modifié par le décret n°2003-451 du 19 mai 2003 fixant les attributions respectives du ministre de l'intérieur et du ministre de la défense en matière de recherche, de neutralisation, d'enlèvement et de destruction de munitions et d'explosifs. Tout projet d'évolution de l'utilisation du site, dans le délai de 13 ans à compter de la signature du présent acte, devra impérativement être soumis au ministère de la défense qui précisera les mesures à prendre en vue de sécuriser les lieux au regard de leur nouvelle destination.

Le bénéficiaire informe l'Etat/Défense (Marine) de tous les activités qu'il entend développer sur la zone mise à sa disposition et transmet tous les renseignements permettant de garantir la sécurité nautique du trafic civil et militaire dans la zone du chenal d'accès à la rade de Toulon ainsi que dans le cadre des enquêtes que les inspecteurs des installations classées de la défense pourraient être amenés à effectuer sur ce site du fait de la proximité d'installations défense.

### 6.3. Entretien des abords

Les abords des installations sont maintenus en parfait état de propreté. Aucun dépôt de quelque nature que ce soit ne doit être effectué par le bénéficiaire en dehors de l'emprise faisant l'objet de la présente convention.

### 6.4. Réseaux

Le bénéficiaire s'engage à supporter la présence des réseaux existants sur le site et ceux indiqués sur le plan joint ainsi que leur accès pour leur maintenance. Ces interventions pour maintenance ou pour l'amélioration des réseaux propres à la défense seront organisées en accord avec le bénéficiaire. Elles seront effectuées à la charge de la défense qui supportera également les frais de remise en état du sol et des surfaces. Cela concerne les réseaux de courants faibles, de moyenne tension et de basse tension ainsi que les réseaux d'adduction d'eau potable et d'évacuation des eaux usées et des eaux pluviales.

Après accord de la défense, le bénéficiaire prend en charge le financement de la réorganisation des réseaux militaires nécessaire à la réalisation de ses projets.





#### 6.5. Clôture et voies d'accès

Le bénéficiaire clôture les emprises qu'il est autorisé à occuper et en organise l'accès.

La zone est desservie par une voie d'accès militaire (prolongement de la route départementale n°18) dont le transfert à une collectivité locale sera instruit après délimitation parcellaire.

#### 6.6. Réserves et conditions particulières

Les installations de la buanderie de la marine sont exclues de la mise à disposition jusqu'à sa reconstruction, aux frais de TPM, comme indiqué dans le protocole du 14 mars 2005 précité.

La libération des locaux occupés par la subdivision des travaux maritimes dans un bâtiment est subordonnée à son relogement, financé par le bénéficiaire. Les modalités de ce transfert seront fixées par entente avec le directeur des travaux maritimes de la région Méditerranée.

Le bénéficiaire s'engage à permettre l'exploitation des feux de la jetée par le service des phares et balises.

Le bénéficiaire s'engage à réserver la zone située au nord-est de la darse, telle qu'indiquée sur le plan joint en annexe 3, au profit de la Société Nationale de Sauvetage en Mer (S.N.S.M.) pour l'exercice de ses activités.

### Article 7 Responsabilité

#### 7.1. Responsabilité de l'Etat/Défense (Marine)

L'Etat/Défense (Marine) est responsable vis-à-vis du bénéficiaire et des tiers des dommages causés par son propre fait, par le fait de ses préposés ou par les biens placés sous sa garde, sous réserve de ce qui est dit à l'article 7.3 ci-dessous.

#### 7.2. Responsabilité du bénéficiaire

Le bénéficiaire est responsable vis-à-vis de l'Etat et des tiers des dommages causés par son propre fait, par le fait de ses préposés ou par les occupants des biens placés sous sa garde, sous réserve de ce qui est dit à l'article 7.3 ci-dessous.

#### 7.3. Renonciation à recours

Le bénéficiaire renonce expressément, et s'engage à ce que les polices d'assurance souscrites auprès de ses assureurs prévoient une renonciation expresse de leur part, à tous recours que le titulaire et ses assureurs seraient en droit d'exercer contre l'Etat pour les dommages matériels et immatériels subis par les biens propres du bénéficiaire ou par les biens mis à sa disposition, à la suite d'un sinistre dont l'Etat/Défense (Marine) est responsable.

Le bénéficiaire s'engage à communiquer à l'Etat/Défense (Marine) les attestations d'assurance correspondantes dans les trente jours qui suivent la signature du ou des contrats d'assurance ; il lui communiquera, dans les mêmes délais, une nouvelle attestation pour chaque avenant aux polices souscrites.

### Article 8 – Assurances

#### 8.1. Assurance des biens appartenant au bénéficiaire

Le bénéficiaire souscrit auprès d'une ou plusieurs compagnies d'assurances de son choix une police d'assurance garantissant les biens et les installations situés sur les emprises faisant l'objet de la présente convention, contre les risques suivants : incendie, foudre, tempête, ouragan, cyclone, explosion, catastrophes naturelles, attentats, vandalisme, dommages électriques, dégâts des eaux et le recours des voisins et des tiers.

Les contrats d'assurance comportent une clause mentionnant la renonciation à recours et l'engagement exprès de l'assureur à renoncer à tous recours contre l'Etat, conformément à l'article 6.3 ci-dessus.

Le bénéficiaire s'engage à communiquer à l'Etat/Défense (Marine) les attestations d'assurance correspondantes dans les trente jours qui suivent la signature du ou des contrats d'assurance ; il lui communiquera, dans les mêmes délais, une nouvelle attestation pour chaque avenant aux polices souscrites.



## **8.2. Assurance responsabilité civile**

Le bénéficiaire souscrit un contrat d'assurance « responsabilité civile » pour tous dommages causés aux tiers (dont l'Etat) par son propre fait, par le fait de ses préposés ou par les biens placés sous sa garde.

## **Article 9 - Conditions financières**

### **9.1. Redevance**

La présente autorisation est conclue moyennant une redevance annuelle globale de 272 840 € fixée par la direction des services fiscaux du Var, payable à la recette divisionnaire des impôts de La Seyne-sur-mer.

Cette redevance pourra être réduite pendant les cinq premières années pour tenir compte des travaux d'investissements mis à la charge de TPM qui devra en fournir la liste au préalable. A défaut de réalisation des travaux durant le délai imparti, la totalité de la redevance sera due par le bénéficiaire.

La redevance sera actualisée le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année sans mise en demeure préalable en fonction de l'indice du coût de la construction publié par l'I.N.S.E.E., l'indice pris pour base étant le dernier publié à la date des présentes.

Elle sera révisable à l'expiration de chaque période annuelle sur le fondement de l'article L.33 du Code du Domaine de l'Etat.

Le bénéficiaire devra acquitter en outre, à la caisse du Comptable des impôts précité, en même temps que le premier terme de la redevance, le droit fixe prévu par les articles L.29 et R.54 du Code du Domaine de l'Etat pour la délivrance des autorisations de voirie.

Conformément aux dispositions de l'article A.14 du Code du Domaine de l'Etat, le bénéficiaire est tenu de produire, en même temps que la présente convention et afin qu'une copie soit ci-annexée, un document à remettre au directeur des services fiscaux, portant acceptation des conditions financières précitées.

Les sommes dont le règlement sera différé porteront intérêt de plein droit, au taux annuel applicable en matière domaniale sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure quelconque et quelle que soit la cause du retard. Les fractions de mois seront négligées pour le calcul de ces intérêts. Les intérêts dus à chaque échéance porteront eux-mêmes intérêt, au même taux, à partir du jour de cette échéance jusqu'au paiement, pourvu qu'il s'agisse d'intérêts dus au moins pour une année entière.

### **9.2. Droit fixe**

La publication de l'acte donnera ouverture au droit fixe des actes innomés prévus à l'article 680 du Code Général des Impôts.

### **9.3. Impôts et divers**

Sans préjudice de l'obligation des entreprises et industriels implantés sur le site d'acquitter les impôts découlant de leur activité, le bénéficiaire supporte seul, au besoin en remboursant le montant à l'Etat (ministère de la défense, marine nationale), la charge de tous les impôts, y compris l'impôt foncier, auxquels sont ou seront assujettis les ouvrages, constructions et installations mis à sa disposition, ainsi que ceux qu'il aura réalisés sur l'emprise définie à l'article 2 de la présente convention.

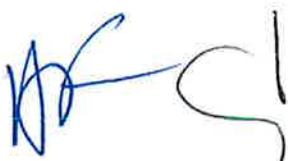
Le bénéficiaire est tenu, le cas échéant, d'effectuer la déclaration de construction nouvelle prévue à l'article 1406 du code général des impôts.

## **Article 10 – Modifications de la convention**

### **10.1. Modifications unilatérales par l'Etat/Défense (Marine)**

L'Etat/Défense (Marine) peut modifier unilatéralement, pour des raisons qu'il justifie, la présente convention et faire évoluer les conditions de l'exercice du droit d'usage ou de jouissance du bénéficiaire.

Le bénéficiaire est alors indemnisé sur la base du préjudice né de la modification. A défaut d'un accord amiable entre les parties sur le montant de l'indemnité, celui-ci est fixé par le juge administratif.



## 10.2. Modifications à l'initiative du bénéficiaire

Le bénéficiaire peut demander à l'Etat/Défense (Marine) la modification de certaines conditions de son occupation, et notamment de sa durée en fonction des investissements qu'il envisage de réaliser.

Ces modifications sont constatées par avenants, passés dans les mêmes conditions de forme et de procédure que la présente convention.

## Article 11- Fin de la convention

### 11.1. Arrivée du terme

A l'expiration de la durée prévue et à défaut de renouvellement de la présente convention, le bénéficiaire perd le droit d'occuper le domaine mis à sa disposition et doit procéder à sa libération.

### 11.2. Résiliation

#### *11.2.1. Résiliation unilatérale pour motif d'intérêt général*

S'il décide, pour un motif d'intérêt général et en l'absence de faute du titulaire, de reprendre tout ou partie du domaine mis à sa disposition, l'Etat indemnise le bénéficiaire conformément aux dispositions de l'article A.26 du code du domaine de l'Etat.

#### *11.2.2. Résiliation unilatérale à titre de sanction*

Six mois après l'envoi d'une mise en demeure restée infructueuse, l'Etat/Défense (Marine) peut prononcer la résiliation unilatérale de la convention dans les cas suivants :

- non-respect des dispositions techniques ou financières de la présente convention,
- non-utilisation ou désaffectation du domaine public mis à disposition.

Lorsque la résiliation est prononcée à titre de sanction, le bénéficiaire ne peut prétendre à aucune indemnité, quelle qu'elle soit, notamment pour investissements, mobiliers ou immobiliers, ou dépenses engagées dans l'intérêt du domaine.

Cette disposition ne dispense pas le bénéficiaire de l'obligation de remise en état et ne fait pas obstacle à la possibilité de rechercher sa responsabilité contractuelle et obtenir la réparation du préjudice subi par l'Etat.

#### *11.2.3. Résiliation à l'initiative du bénéficiaire*

Dans le cas où il aurait décidé de cesser définitivement l'exploitation du site, avant l'expiration de la présente convention, le bénéficiaire pourra résilier celle-ci, en notifiant, moyennant un préavis de trois mois, sa décision par lettre recommandée adressée à l'autorité ayant délivré le titre.

La résiliation ne donne droit au paiement d'aucune indemnité. Les redevances payées d'avance par le bénéficiaire resteront acquises à l'Etat, sans préjudice du droit pour ce dernier de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

#### *11.2.4. Sort des impôts, taxes et redevances versés*

Les sommes versées au titre des impôts, taxes et redevance de l'année en cours restent acquises au Trésor public quelle que soit la cause de la résiliation.

### 11.3. Dispositions communes à l'arrivée du terme et aux différents cas de résiliation

A l'expiration de la présente convention, le bénéficiaire est tenu de remettre les lieux libres de tout dépôt enlevant, sans indemnité, les ouvrages, constructions et installations édifiés sur le domaine public.

A défaut, l'Etat/Défense (Marine) peut procéder d'office et aux frais du bénéficiaire aux opérations de remise en état.

L'Etat/Défense (Marine) peut toutefois, si elle y trouve avantage, donner son accord exprès au maintien de tout ou partie des ouvrages, constructions et installations édifiés par le bénéficiaire, en vue de les incorporer au domaine public. La propriété des ouvrages, constructions et installations concernés est, dans cette hypothèse, transférée gratuitement à l'Etat/Défense (Marine).

Cette disposition ne fait pas obstacle au versement au bénéficiaire évincé pour un motif d'intérêt général de l'indemnité prévue à l'article 11.2.1.





### **Article 12 - Surveillance**

Le bénéficiaire s'engage à prendre les mesures nécessaires pour mettre en sécurité les lieux faisant l'objet de la présente convention.

### **Article 13 - Litiges**

A défaut de règlement amiable intervenu dans les soixante jours à compter de la notification du litige par l'une ou l'autre des parties par courrier simple, le juge administratif est saisi.

### **Article 14 - Annexes**

A la présente convention sont annexés les documents suivants :

- la décision du directeur des services fiscaux du 15 novembre 2005 fixant le montant de la redevance domaniale (annexe 1) ;
- délibération de la communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée (annexe 2) ;
- le plan d'ensemble (annexe 3) ;
- la fiche explicative sur la clôture (annexe 4) ;
- l'état des lieux établi contradictoirement lors de la mise à disposition (annexe 5) ;
- une annexe réseaux (annexe 6) ;
- le plan de la zone maritime mise à disposition (annexe 7).

Les documents annexés font partie intégrante de la présente convention. En cas de contradiction, la convention prévaut sur les documents annexés.

La présent acte est établi en quatre exemplaires originaux dont un exemplaire remis au bénéficiaire, un exemplaire déposé aux archives de la préfecture du Var et un à la direction des services fiscaux du Var, le quatrième exemplaire étant conservé par le ministère de la Défense.

*Le président de la communauté d'agglomération  
Toulon Provence Méditerranée*



*Pour le ministre de la défense  
et par délégation  
le directeur des travaux maritimes  
de la région Méditerranée*

*L'Ingénieur général des travaux maritimes Jean-Pierre Cordier  
Directeur*

*Pour le Préfet du Var*

## **PARC D'ACTIVITES MARINES DE SAINT MANDRIER (PAM)**

### **REGLEMENT INTERIEUR**

#### **PREAMBULE**

Le Parc d'Activités Marines (PAM) de Saint Mandrier est une zone d'activités économiques créée par la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée sur le site de l'ancienne base d'aéronautique navale de Saint Mandrier, qui lui a été cédée par l'Etat à cette fin.

Le présent règlement intérieur est dressé dans le but de :

**SECTION 1** - Désigner la composition du PAM et des lots (lots avec terrains / lots sans terrains)

**SECTION 2** - Déterminer les éléments qui seront affectés à usage exclusif de chaque occupants (parties privatives) et ceux qui seront affectés à l'usage de plusieurs ou de l'ensemble des occupants (parties communes).

**SECTION 3** - Déterminer et fixer les droits et obligations des occupants ou en déterminer les conditions d'exercice et d'exécution.

**SECTION 4** – Déterminer les charges communes et les charges privatives des lots.

**SECTION 5** - Organiser l'administration du PAM en vue de sa bonne tenue, de sa sécurité, de son entretien, et de la gestion des parties communes.

Le présent règlement complète les conventions de sous occupation, baux et conventions d'occupation précaire conclus avec chaque occupant où sont déjà prescrits de façon générale les droits et obligations des occupants, notamment en terme d'exploitation, de maintenance et d'entretien. Il en constitue une annexe.

Dans le présent règlement intérieur, le terme Propriétaire désigne la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée, dont le siège est situé 107 bd Henri Fabre à Toulon, de façon générique car il vaut à la fois pour TPM propriétaire de la partie Sud du site et TPM concessionnaire de sa partie Nord.

oooooooooooo

## **REGLEMENT INTERIEUR**

Les dispositions du présent règlement sont obligatoires pour tous les occupants d'une partie quelconque du PAM.

Le présent règlement intérieur pourra être modifié par TPM, dans la mesure où il concerne la jouissance, l'usage et l'administration des parties communes.

Une telle modification sera notifiée par écrit aux locataires.

Le présent règlement intérieur et ses modifications, le cas échéant, constituent la loi commune à laquelle tous les occupants doivent se conformer.

Les occupants s'engagent à observer le présent règlement intérieur dont ils ont reçu un exemplaire, celui-ci est joint au bail ou à la convention d'occupation qui leur a été consenti.

L'inobservation de ces conditions donnera lieu à un avertissement.

S'il n'en était pas tenu compte, un deuxième avertissement serait donné par huissier, et s'il n'était suivi d'aucun effet, le bail ou la convention d'occupation pourra être résilié pour faute.

oooooooooooo



# REGLEMENT INTERIEUR

## SECTION 1 – Désignation du PAM et des lots.

### 1.1 - Situation des lieux

Le présent règlement intérieur concerne le site du Parc d'Activités Marines (PAM) à usage de technopôle orienté vers différents axes de développement économique et notamment vers les technologies marines et sous-marines, les biotechnologies, la construction et l'entretien de bateaux de grande plaisance et ses activités annexes à haute valeur ajoutée.

Ce parc d'activités est édifié sur les terrains situés :

- Parc d'Activités Marines – 83 430 SAINT MANDRIER

Les lots sont édifiés sur :

- Un terrain cadastré et arpenté n°1238L et aménagé selon le plan : SCHEMA D'AMENAGEMENT F2 de février 2013

L'entrée du Parc sera signalée par un Totem.

Pour faciliter l'accès aux différents lots il sera également mis en place à l'entrée du PAM, un panneau d'information signalisant sur le plan du site, l'implantation et l'accès des différents occupants, aux visiteurs. La mise à jour de ce panneau sera assurée par TPM.

### 1.2 - Composition des lieux

Les lots sont soit avec parcelle de terrains, soit sans terrain. Les lots qui sont bâtis sont constitués de hangars et/ou d'ateliers et/ou de bureaux.

A / Les hangars sont des espaces dits à portes monumentales (hauteur supérieure à 4m), et ont un accès vers la fosse de halage et le plan d'eau. Ce sont :

- hangar H1 à hangar H5
- hangar Sainte Sophie : nef centrale

Des surfaces de bureaux ou d'ateliers peuvent se situer à l'intérieur ou en bordure de ces hangars.

B/ Les ateliers sont des espaces à hauteur de portes inférieures à 3m et ont un accès pour livraison. Ce sont :

- Hangar « Gymnase »
- hangar «Pompier»
- Hangar Sainte Sophie : ateliers en rez-de-chaussée
- Bâtiment Moteur

Des surfaces de bureaux peuvent se situer à l'intérieur de ces ateliers

C/ Les bureaux sont modulables à la demande et se situent :

- Appentis arrières aux H4 et H5
- Bâtiment des douanes (à l'arrière du H2)
- Tour de Commandement
- Hangar Sainte Sophie : étage
- Bâtiment Moteur : étage

- Bâtiment « infirmerie » (aile ouest)
- bâtiment « villa »

D/ D'autres bâtiments existant ou à construire, pourront abriter des activités de service.

E/ Le plan d'eau de la Petite rade d'une superficie de 51.000 m<sup>2</sup>

F/ Enfin une voie principale traverse l'ensemble du Parc et départage le site en une partie Nord et une partie Sud. Cette voirie dessert l'ensemble des lots.

G/ Du fait de sa configuration en enclave dans un secteur militaire en entrée de rade, l'ensemble du site est entièrement clôturé et bénéficie de portails d'accès. Le portail desservant la partie Sud est à fermeture automatique par télécommande. Les télécommandes sont mises à disposition des entreprises auprès de TPM en contrepartie du versement d'un dépôt de garantie restituable et sont sous la responsabilité des occupants pour leurs employés ou visiteurs. L'ensemble du site est une zone d'activité économique à accès réglementé.

# REGLEMENT INTERIEUR

## **SECTION 2 - Distinction entre parties privatives et parties communes**

### 2.1 - Définition des parties communes.

Constituent des parties communes, les parties du Parc affectées à l'usage ou à l'utilité de tous les occupants ou de plusieurs d'entre eux ; elles sont réparties différemment entre les occupants, selon qu'elles font l'objet d'un usage commun à l'ensemble des occupants ou qu'elles sont affectées à l'usage de certains d'entre eux d'après la situation des lots en cause ou l'utilité de divers éléments d'équipement et services collectifs.

Elles comprennent donc des « parties communes générales » dont l'usage indivis est réparti entre tous les lots du Parc, et des « parties communes spéciales » dont l'usage indivis est réparti entre certains lots seulement.

### 2.2 - Parties communes générales

Les parties communes générales affectées à l'usage ou l'utilité de tous les occupants comprennent :

- Les clôtures, haies et murs séparatifs en tant qu'ils dépendent de TPM,
- Les passages et voies de circulation pour piétons et véhicules,
- Les canalisations, gaines, conduits, et réseaux de toutes natures,
- Les tuyaux d'écoulement et de descente des eaux pluviales ainsi que des eaux et matières usées et, en général, les conduits, branchements, canalisations, lorsqu'ils sont d'utilité commune à tous les occupants, ainsi que leurs emplacements et accessoires.
- Les compteurs généraux d'eau, d'électricité, et, en général, les éléments, installations, appareils de toute nature et leurs accessoires affectés à l'usage ou à l'utilité de tous les occupants, y compris leurs emplacements sans que cette énonciation soit nécessairement limitative.

### 2.3 - Parties communes spéciales

Les parties communes spéciales sont celles qui sont affectées à l'usage ou à l'utilité d'un ou plusieurs occupants, sans pour autant l'être à l'usage de tous.

Il en est notamment ainsi, sans que cette énonciation soit nécessairement limitative, pour les bâtiments partagés entre plusieurs occupants, des :

- Entrées, rampes d'accès, et s'il y a lieu leurs systèmes de fermeture, appareillages et accessoires,
- Eléments qui assurent le clos, le couvert, les murs porteurs ou non,
- Halls d'entrée, ainsi que tous éléments d'équipement et d'ornementation s'y rapportant,
- Fenêtres et châssis éclairant les escaliers, couloirs, et autres parties communes même spéciales, dès lors qu'ils prennent jour sur les façades ou la toiture, les portes d'entrée du bâtiment, les portes d'entrée donnant accès aux dégagements,

## 2.4 - Définition des parties privatives.

Les parties privatives sont constituées de l'assiette du terrain mis à disposition de chaque occupant et des immeubles qui y sont implantés, ou s'il n'y a pas de terrain, des immeubles ou portions d'immeubles mis à disposition.

Elles comprennent notamment, sans que cette énonciation soit limitative :

- Les carrelages, dalles, revêtements de sol,
- Les plafonds,
- Les cloisons intérieures avec leurs portes,
- Les parois composites en plaques de plâtre et plinthes,
- Les portes palières, les fenêtres, les volets ou stores ainsi que leurs accessoires et, d'une façon générale, les ouvertures et vues des locaux privatifs,
- Les enduits intérieurs des murs et des cloisons, quels qu'ils soient,
- Les canalisations intérieures et raccordements particuliers, les appareillages, robinetteries et accessoires qui en dépendent,
- Les installations individuelles de climatisation à l'intérieur d'un local privatif,
- Les installations techniques propres aux occupants,
- Les installations et obligations réglementaires (notamment environnementales) liées aux activités des occupants
- Tous les accessoires des parties privatives tels que serrurerie, glaces, peintures, boiserie, et tout ce qui concourt à l'aménagement et à la décoration intérieure.

## 2.5 Définition des règles du plan d'eau :

Les activités du plan d'eau sont soumises aux prescriptions édictées par le commandant de la région maritime Méditerranée et à la concession d'utilisation du Domaine Public Maritime en dehors des ports du 28 janvier 2014 . Les installations du plan d'eau (ponton, fosse de halage, brise clapots) sont construites et gérées par la société bénéficiaire du sous-traité d'exploitation du plan d'eau de la Petite Rade.

## 2.6 Plan incliné

A titre exceptionnel, pour les bateaux dont le gabarit ne permettrait pas l'utilisation des fosses de halage, le plan incliné situé à la frontière entre les lots 2 et 3a pourra être utilisé en respectant certaines conditions. Cette utilisation est aujourd'hui limitée par la Marine Nationale à 6 manœuvres par an. C'est pourquoi l'entreprise qui souhaite en bénéficier doit obligatoirement en informer la Croix des Signaux par téléphone au 04.94.63.97.22, 48 heures avant la manœuvre.

L'entreprise demandera également à l'occupant des lots 2 et 3a, quinze jours à l'avance, de libérer pour le jour de la manœuvre l'accès au plan incliné. Il est également rappelé que le mouillage est strictement interdit dans cette zone.

# REGLEMENT INTERIEUR

## SECTION 3 - Droits et obligations des occupants

Le locataire utilisera les lieux dans le cadre de son activité et à l'usage exclusif précisé aux Conditions Particulières de son bail commercial ou convention ou autorisation d'occupation. La destination du lot ne doit faire l'objet d'aucun changement sans l'accord exprès et écrit du propriétaire.

Le locataire fera son affaire personnelle des autorisations qui seraient le cas échéant nécessaires à l'exercice de son activité dans les locaux loués, notamment agréments, conformité au code du travail, conformité aux règles environnementales...

### 3.1 - Usage des parties privatives

Chacun des occupants use et jouit librement des parties privatives comprises dans son lot, sous la condition toutefois de ne porter atteinte ni aux droits des autres occupants ni à la destination du lot.

#### 3.1.1 - Mode d'occupation

Les locaux et lieux devront être occupés à usage professionnel, à l'exclusion de toutes autres utilisations.

#### 3.1.2 - Troubles de voisinage

Les occupants devront veiller à ce que la tranquillité des lieux ne subisse aucun trouble, soit par eux-mêmes, soit par des personnes introduites par eux dans les lieux.

En particulier, ils devront éviter les bruits, odeurs, vibrations de quelque sorte que ce soit.

Tous leurs visiteurs devront être pris en charge à partir de l'entrée du site et accompagnés, le cas échéant, jusqu'au lot concerné. Il en sera de même pour les sorties, sous la responsabilité de l'entreprise visitée.

#### 3.1.3 - Harmonie des lieux

Tout aménagement et/ou décoration sur les parties extérieures des bâtiments est soumis à l'approbation des Architectes des Bâtiments de France et de TPM.

ils comprennent notamment, sans que cette énonciation soit limitative :

- le traitement de l'air (climatisation et ventilation),
- les modifications de façades (ouvertures, RAL),
- les équipements techniques.

Chaque occupant fait son affaire personnelle de la constitution et du dépôt du dossier de demande d'autorisation auprès de l'ABF. Il transmettra la réponse à TPM.

Dans un souci d'harmonie fonctionnelle et esthétique, la réalisation des clôtures de chaque lot, à charge du locataire, devra respecter des caractéristiques précises correspondant aux fiches techniques annexées au présent Règlement Intérieur et devront être préalablement visées par TPM.

Le stationnement des véhicules du personnel des différents occupants pour ceux ayant des lots avec terrains se fera à l'intérieur des lots. Pour ceux ne bénéficiant pas de terrains, des emplacements seront disponibles en pied de bâtiment ou à proximité.

## 3.2 - Usage des parties communes

### 3.2.1 - Limitations d'ordre général

Si chaque occupant peut user librement des parties communes, il ne doit pas faire obstacle aux droits des autres occupants. Nul ne pourra encombrer les parties communes et les vestibules d'entrée ne pourront en aucun cas servir de garage ou de stockage.

### 3.2.2 – Livraisons

Le stationnement des véhicules de livraison se fera à l'intérieur des lots pour les occupants ayant des lots avec terrains.

Pour les occupants ne bénéficiant pas de terrain, il pourra être prévu des zones de stationnement réservées aux véhicules de livraison matérialisées au sol.

Chaque occupant veille au bon stationnement des véhicules en attente de livraison de manière à permettre une circulation fluide. Le stationnement avant et après la livraison est interdit sur les aires de parking réservées aux occupants.

### 3.2.3 – Produits dangereux

Il est interdit d'introduire dans les bâtiments à location multiple, notamment dans les locaux, des produits dangereux (explosifs par exemple), inflammables, insalubres ou malodorants.

### 3.2.4 – Antennes et paraboles

L'installation d'antennes et de paraboles extérieures est interdite.

### 3.2.5 - Enseignes et plaques indicatrices

La pose d'enseignes, réclames, lanternes ou écriteaux quelconques sur la façade des hangars ou bâtiments ou lots, est soumise à autorisation et approbation des Architectes des Bâtiments de France et de TPM. Chaque occupant fait son affaire personnelle de la constitution et du dépôt du dossier de demande d'autorisation auprès de l'ABF. Il transmettra la réponse à TPM.

### 3.2.6 – Boîtes aux lettres

La pose des boîtes aux lettres se fera par TPM à l'entrée du site sur un espace dédié et réservé à proximité du panneau d'informations générales.

### 3.2.7 - Réparations. Entretien des choses communes

Les occupants devront supporter, sans indemnité, les travaux de réparation ou d'entretien concernant les choses communes, quelle que soit la durée des travaux, si la dégradation est du fait du ou des occupants.

La maintenance des parties communes est assurée par TPM. Cette maintenance est facturée aux occupants au prorata des surfaces utiles occupées, au titre des charges communes.

#### 3.2.8 - Visite des locaux privés

Sous réserve d'un préavis de 5 jours, les occupants devront laisser visiter leurs locaux privés.

Cette visite peut être le fait de TPM, d'un architecte, d'entrepreneurs, de techniciens ou d'ouvriers chargés de conduire ou faire des travaux.

Il peut également s'agir d'une visite demandée par l'assureur de TPM ou d'une simple visite pour s'assurer de l'état des lieux.

Sauf impossibilité dûment justifiée, l'accès aux toitures doit toujours être autorisé à TPM.

#### 3.2.9 - Absence prolongée

En cas d'absence prolongée, l'occupant devra en informer TPM.

#### 3.2.10 - Portail d'entrée du site

Des portails permettent de réguler les accès aux parties du site qui le nécessitent. Un portail à ouverture automatique par télécommande sécurise la partie Sud du site.

Les télécommandes sont mises à disposition des entreprises par TPM contre le versement d'un dépôt de 35 € TTC par unité restituable. La restitution du dépôt de garantie est soumise à la restitution des appareils de télécommande en état de fonctionnement, l'entretien courant de ces appareils restant à la charge du preneur (changement de piles, réparation, ...).

Pendant la période initiale d'aménagement du site (mise en œuvre des réseaux secs et humides, dévoiement de la route principale, pose des portails), un gardien est présent à l'entrée du site du lundi au vendredi de 7h00 à 19h00.

#### 3.2.11 - Parkings et circulation

Des parkings sont disponibles dans la limite des possibilités du site pour les occupants n'ayant pas de lot de terrain et leurs visiteurs.

La vitesse sur les voies de circulation est limitée à 30 km/h pour tous les véhicules. Une signalisation routière a été mise en place sur le site (panneaux de limitation de vitesse, stop, etc...).

Chaque occupant doit faire respecter à son personnel ou à ses visiteurs, la vitesse sur les voies de circulation, et le stationnement des véhicules.

En aucun cas la responsabilité de TPM ne pourra être engagée pour tous dégâts matériels sur les véhicules stationnés sur le site.

#### 3.2.12 – Chauffage et climatisation

Chaque locataire se charge des installations de chauffage et climatisation et de leur maintenance avec une préférence toutefois au gaz pour la production de chauffage et de climatisation. Aucun édicule en toiture et en façade ne sera autorisé sans accord préalable des Architectes des Bâtiments de France et de TPM.

### 3.2.13 – Responsabilités

Chaque locataire sera personnellement responsable des dégradations faites aux parties communes et de manière générale, des conséquences dommageables susceptibles de résulter d'un usage abusif des parties communes, que ce soit par son fait, par le fait des personnes dont il doit répondre ou par le fait d'un bien dont il est légalement responsable.

### 3.2.14 - Assurance personnelle des locataires

Chaque locataire sera tenu d'assurer dans le cadre de son activité et en ce qui concerne son lot privatif, le mobilier et le recours des voisins contre l'incendie, les accidents ou explosions et le dégât des eaux.

Il devra aussi s'assurer contre les risques locatifs et leur responsabilité civile. Ces assurances devront être souscrites auprès de compagnies solvables et les occupants devront fournir chaque année à TPM, une attestation de leur compagnie d'assurance.

### 3.2.15 – Emplacement poubelles

Les services techniques de la Mairie de Saint-Mandrier mettent à la disposition des occupants qui en font la demande des containers situés à l'entrée du site.

Chaque occupant amène et reprend ses containers à l'entrée du site et est responsable du transfert des déchets de ses locaux jusqu'à cet emplacement.

Les services techniques de la Mairie de Saint-Mandrier assurent la gestion et la maintenance de ces dernières.

Le ramassage des cartons et plastiques est organisé par les services de la Mairie de Saint Mandrier. Chaque occupant devra prendre connaissance du calendrier de passage et s'y conformer.

Un ramassage des objets encombrants est organisé par la Mairie de Saint Mandrier sur rendez-vous.

### 3.2.16 – Branchement électrique

Pour les lots occupés par des entreprises dont l'activité demande une puissance supérieure à 250 kVA, TPM installe le poste transformateur privé et le compteur (tarif vert) de chaque lot, le locataire choisissant librement son prestataire.

Pour les lots ou espaces occupés par des locataires demandant une puissance inférieure à 250 kVA (tarif jaune), ils seront raccordés à un poste transformateur public installé par ErDF. Le prestataire choisi par le locataire prendra en charge l'installation du compteur individuel.

### 3.2.17 – Branchement gaz

Le propriétaire installe le compteur de chaque lot, le locataire choisissant librement son prestataire. Toute demande de raccordement supplémentaire, intervenant après les travaux de mise en œuvre du réseau principal, devra se faire auprès de GrDF par le locataire à ses frais.

### 3.2.18 – Branchement Eau

Un coffret d'alimentation en eau avec compteur individuel est installé par le propriétaire et mis à disposition de chaque locataire.



# REGLEMENT INTERIEUR

## SECTION 4 - Charges

L'entretien et le nettoyage des extérieurs, des voiries communes intérieures, de la clôture générale périphérique et des portails d'accès sont sous la responsabilité du propriétaire, et à la charge de TPM. La maintenance de l'ensemble des réseaux eau, électricité, incendie, jusqu'à l'arrivée sur chacun des lots est à la charge de TPM. Les réseaux des lots et leur maintenance sont à la charge des occupants.

### 4.1 Charges communes

Il s'agit principalement des charges suivantes (énumération non limitative) :

- Honoraires et frais du gestionnaire
- Rémunération du personnel de service
- Contrats d'assurances souscrits par TPM
- Contrats d'entretien et de maintenance souscrits par TPM
- Contrats de gardiennage (prestation assurée pendant la période initiale d'aménagement du parc)
- Éclairage, nettoyage, entretien des extérieurs communs
- Entretien et réparation des locaux à usage communs
- Entretien et réparation ou remplacement de l'installation électrique à usage commun
- Entretien et réparation des portails d'entrée
- Entretien et réparation de la voirie et de la signalisation
- Entretien des espaces verts communs
- - Entretien extérieur des clos couverts à l'exclusion du bâtiment de commandement et des hangars H1 à H5
- Mise en place et entretien de la signalétique du panneau d'information à l'entrée du site et du totem

### 4.2 Charges spécifiques

#### 4.2.1 - Consommation d'électricité

Dès la mise en œuvre des nouveaux réseaux secs réalisés par TPM, l'abonnement et la consommation seront directement facturés à chaque l'occupant par son fournisseur d'énergie.

Toutes les consommations relevées avant le raccordement des locaux au réseau public d'électricité feront l'objet d'une facturation de TPM à chaque occupant.

#### 4.2.2 - Consommation d'eau

Les charges d'eau relevées au compteur du lot prévu au § 3.2.18, seront affectées à l'occupant du lot. Pour le compteur d'eau du réseau incendie, la consommation sera répartie entre les occupants au prorata des m<sup>2</sup> de bâti et de non bâti.

Chaque occupant supportera les dépenses indiquées par son compteur individuel ainsi que la redevance pour l'entretien, la location et les réparations éventuelles du compteur. La différence existant entre la totalité des consommations individuelles et celles relevées au compteur général sera répartie en fonction des m<sup>2</sup> de chaque lot.

L'ensemble fera l'objet d'une facturation de TPM à chaque occupant jusqu'à la mise en place du nouveau réseau pour lequel il devra contracter avec le fermier de la commune.

#### 4.2.3 - Sécurité et protection incendie

Le contrôle technique annuel des installations électriques et du matériel de lutte contre l'incendie, des parties communes et privatives, sera prévu par TPM conformément à la législation en vigueur.

Les occupants seront seuls responsables de la sécurité intérieure de leurs lots et devront assurer leur propre contrôle technique des installations. Ils veilleront à mettre en œuvre un système de sécurité incendie en conformité avec la législation spécifique à leur activité, étant entendu que la centrale d'alarme devra intégrer la possibilité d'être reliée aux autres centrales situées dans les autres parties du bâtiment. Le choix de la centrale devra être soumis à l'approbation de TPM.

Le contrôle technique annuel de TPM et celui du locataire comprendra :

- La vérification des installations électriques
- La vérification des trappes de désenfumage
- La vérification des extincteurs et des lances incendie
- La vérification des bornes incendie
- La vérification des systèmes d'alarme incendie
- La vérification de la réglementation en matière de lutte contre l'incendie

#### 4.2.4 – Chauffage et climatisation

Les contrats de maintenance relatifs au chauffage et à la climatisation seront souscrits par les occupants.

#### 4.2.5 – Ascenseur

Le contrat de maintenance relatif à l'entretien des ascenseurs, lorsqu'ils existent, sera réparti à la charge des occupants qui sont desservis.

#### 4.2.6 – Terre-pleins

Les occupants bénéficiant de parcelles de terrain prennent en charge au mieux de leurs besoins et de leurs activités, les aménagements et le traitement des sols des terre-pleins et la récupération des eaux pluviales et industrielle, avec le système de traitement des eaux adéquat de ces terre-pleins, ainsi que leur maintenance.

### 4.3 – Répartition et règlement

Sous réserve de la production des justificatifs correspondants, les occupants sont tenus de participer aux charges entraînées par les services collectifs et les éléments d'équipement

commun au prorata des surfaces utiles de chaque lot. Ils participent aux charges relatives à la conservation, à l'entretien des parties communes.  
Ces charges sont réglées en fin d'exercice sur la base des dépenses réellement engagées par TPM.

## **REGLEMENT INTERIEUR**

### **SECTION 5 – Administration du site**

TPM se charge de la gestion du site.  
Elle se réserve le droit d'attribuer cette gestion à un mandataire ou prestataire.

#### **5.1 - Administration et gestion du site**

TPM veillera à la tranquillité et à la propreté du site et au fonctionnement de ses services.  
Elle procédera à tous encaissements et elle effectuera tous règlements afférents au site.  
Elle établira et tiendra à jour une liste des occupants.  
Elle préparera un budget prévisionnel annuel.  
Elle établira les appels de loyers, de charges locatives et de taxe foncière. Elle procédera également à la refacturation des consommations d'eau et d'électricité des occupants jusqu'à la neutralisation des réseaux marines.

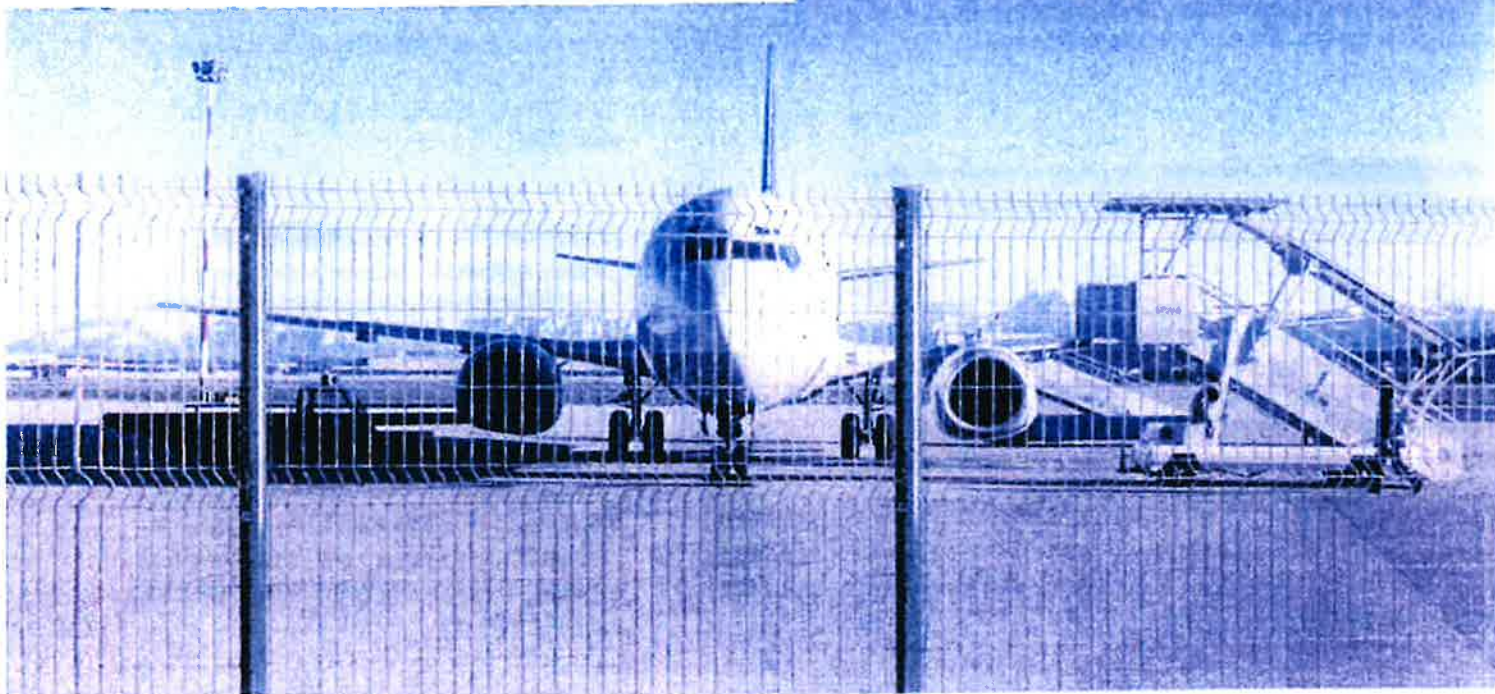
Sur la base des principes contenus dans le règlement intérieur, TPM pourra procéder à l'établissement d'une ou plusieurs réglementations destinées à assurer le bon fonctionnement des parties communes, des services collectifs et des éléments d'équipement communs, qui s'imposeront à tous les occupants au même titre que le présent règlement intérieur.

#### **5.2 - Pouvoirs d'exécution et représentation.**

TPM désigne, au sein de la Direction du Développement économique, un correspondant qui sera son représentant officiel vis-à-vis des occupants et des tiers. Celui-ci sera assisté d'un gestionnaire de site qui sera l'interlocuteur au quotidien des occupants.  
Le correspondant et le gestionnaire du site veilleront au respect des dispositions du règlement intérieur.  
Notamment, ils feront, en lien avec les services compétents de TPM, le cas échéant, toutes diligences, prendront toutes garanties et exerceront toutes poursuites nécessaires pour le recouvrement des parts contributives des occupants aux charges communes.



## Fiche technique clôture



### ATOUTS

#### Rigidité

Les panneaux, en treillis soudé à mailles rectangulaires, sont pourvus de renforts horizontaux sous forme de plis qui garantissent une rigidité maximale.

#### Longue durée de vie

La technologie de revêtement Betafence appliquée au panneau procure une longue durée de vie. Une couche d'adhérence est appliquée après la galvanisation pour assurer une totale adhésion de la couche de PVC.

#### Excellent rapport qualité/prix

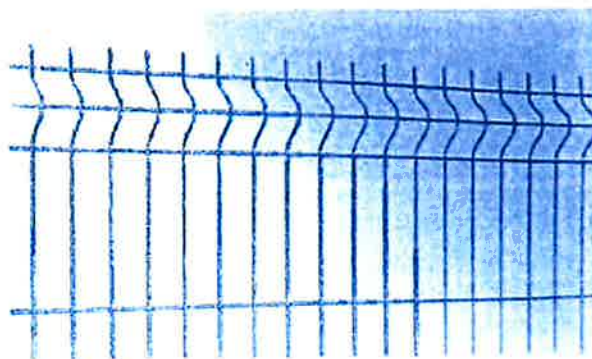
Le système **SECURIS** allie une qualité optimale à un prix compétitif.

#### Système complet

Le système se compose de panneaux de différentes hauteurs à poser sur poteaux carrés **SECURIS** poteaux **SECURIS** avec système de fixation spécifique, ou sur poteaux **SECURIS** sans accessoire. La gamme est complétée par un grand choix de portails pivotants et coulissants.

## Applications

Usines  
Entrepôts  
Domaines militaires  
Chemins de fer  
Routes  
Autoroutes  
Aéroports



## Panneaux

Les panneaux ont une largeur de 2500 mm et existent en plusieurs hauteurs de 1030 à 2430 mm. Les panneaux sont pourvus de picots de 30 mm d'un seul côté. La pose peut s'effectuer avec les picots en partie haute ou en partie basse. Les plis confèrent au panneau une rigidité supplémentaire.  
Dimension des mailles : 200 x 50 mm avec plis de 100 x 50 mm  
Diamètre du fil : 5 mm

## Portails

Le système **Bekafast** est complété par des portails de haute technologie **Bekafast** des portails pivotants à simple ou double vantaux, coulissants sur rail et coulissants autoportants.

## Revêtement

Nos panneaux sont fabriqués à partir de fils galvanisés. Un procédé de prétraitement garantit une adhésion parfaite du revêtement PVC en surface. Les poteaux sont faits de tubes soudés, galvanisés à l'intérieur et à l'extérieur (épaisseur de couche minimale 275 g/m<sup>2</sup>, 2 faces combinées) selon la norme européenne 10326. On applique ensuite une couche d'adhésion et enfin une couche de polyester (épaisseur min. 60 microns).

## Couleurs

Vert

Autres coloris impossibles.

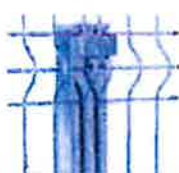
## Poteaux



Les panneaux sont fixés dans les feuillures verticales du poteau grâce à des clips en polyamide ou des clips métalliques plastifiés. La sécurité des pièces de fixation métalliques peut être renforcée par un système de boulons. Les poteaux en tube soudé en forme 'H', (70 x 44 mm) sont munis d'un capuchon en matière synthétique.



Fixation latérale des panneaux **Bekafast** sur les poteaux Bekafast sans accessoire. Les plis des panneaux sont parfaitement tenus dans le profil du poteau. Les poteaux Bekafast (60 x 53 mm) sont munis d'un capuchon en matière synthétique.



Les panneaux se fixent sur la partie frontale des poteaux à l'aide de pièces de fixation et de boulons de sécurité. Les poteaux tubulaires soudés, de forme carrée (60 x 60 x 1,50 mm), sont dotés d'inserts pour la fixation des panneaux et sont munis d'un capuchon en plastique.

## ASSORTIMENT

Hauteur de l'édicule en mm	Dimensions des panneaux (x x H) en mm	Nombre de fils par panneau	Longueur recommandée des fils en m
1030	2500 x 1030	2	1500
1230	2500 x 1230	2	1700
1530	2500 x 1530	3	2000
1730	2500 x 1730	3	2200
1930	2500 x 1930	3	2400
2030	2500 x 2030	4	2600
2430	2500 x 2430	4	3200





